

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 03/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST ex RECYDEM

CD 249 LE PONT TOURNANT

BP 06

59156 Lourches

Références : 2026-V2-067

Code AIOT : 0007000571

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2026 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST ex RECYDEM implanté Chemin départemental 249 Le Pont Tournant - BP 6 59156 Lourches. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En juin 2025, l'exploitant a contacté l'Inspection pour pouvoir réceptionner des rebuts de la fabrication de batteries lithium-ion (code déchet 16 03 03*) provenant du site AESC de Lambres-Lez-Douai. L'inspection a alors informé l'exploitant qu'il devait déposer un projet de réception à la connaissance avec tous les éléments d'appréciation s'il souhaitait obtenir l'accord de réceptionner un nouveau déchet.

Le 9 janvier 2026, une réunion a eu lieu entre l'exploitant et l'Inspection pour présenter son projet de réceptionner des rebuts de fabrication de batteries lithium-ion et l'exploitant a indiqué le lieu envisagé du stockage de ce déchet envisagé.

Sur la plateforme Trackdéchets, plateforme numérique permettant la traçabilité dématérialisée des déchets dangereux, l'Inspection a observé le registre du site AESC à Lambres-lez-Douai. Des rebuts de fabrication de batteries lithium-ion ont été envoyés vers le site SUEZ RV NORD EST à Louches en 2025.

L'objectif de cette visite était de vérifier si le site ne stockait pas de batteries lithium-ion, déchets non autorisés sur le site, suite à la découverte par l'Inspection de bordaux de suivi de déchets (BSD) montrant que des déchets de batteries lithium-ion avaient transité par le site.

Cette inspection a été réalisée de façon inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST ex RECYDEM
- Chemin départemental 249 Le Pont Tournant - BP 6 59156 Louches
- Code AIOT : 0007000571
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV NORD EST (ex SUEZ RV LOURCHES ex RECYDEM) est située sur le territoire de la commune de Louches, à l'intersection du Chemin Départemental 249 et du Canal de l'Escaut. L'établissement occupe 23 des 29 hectares constitués par l'ancien crassier d'USINOR.

Les activités suivantes y sont exercées :

- centre de tri de déchets ménagers et assimilés ;
- centre de valorisation de mâchefers ;
- compostage de déchets verts et de boues de STEP ;
- valorisation de sables de fonderie, de laitiers, de scories et de réfractaires ;
- broyage, concassage, criblage de bétons et matériaux de construction pour la fabrication de graves routières ;
- centre de transit de déchets industriels spéciaux (emballages souillés, déchets d'amiante, batteries, etc.) ;
- broyage et valorisation de déchets de bois ;
- broyage et valorisation de pneumatiques.

Si les activités de tri de déchets ménagers et assimilés sont exercées sous couvert dans des bâtiments, les autres activités précitées sont réalisées en extérieur.

La société SUEZ RV NORD EST est autorisée à traiter 450.000 tonnes de déchets annuellement.

Dans le cadre de ses activités, la société SUEZ RV NORD EST effectue des transferts transfrontaliers de déchets en exportation ou en importation.

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er octobre 2003 modifié.

L'activité menée sur le site relève principalement des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

- 3532 : valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour sous le régime de l'autorisation ;
- 3550 : stockage temporaire de déchets dangereux avec une capacité supérieure à 50 tonnes sous le régime de l'autorisation.

Les activités du site relèvent donc de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Regroupement de piles et accumulateurs	Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 28.2.1.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	8 jours
2	BSD	Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Registre entrée des déchets	Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	8 jours
4	Rétention	Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 9.4.1	Demande d'action corrective	
5	Propreté	Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 2.4	Demande d'action corrective	8 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réceptionné au cours de l'année 2025 des déchets qu'il n'était pas autorisé à réceptionner et son registre d'entrée des déchets n'est pas exhaustif.

L'Inspection propose en conséquence au préfet du Nord de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant.

L'inspection demande également à l'exploitant de mettre en place une traçabilité plus rigoureuse des déchets transitant sur son installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Regroupement de piles et accumulateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 28.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Regroupement de piles et accumulateurs
Prescription contrôlée : 28.2.1.1. Déchets admissibles Seuls les déchets figurant dans le tableau ci-dessous sont autorisés dans cette unité.

1606 02*	pileset accumulateurs	accumulateursNi-Cd
1606 03*	pileset accumulateurs	pilescontenant du mercure

2001 33	fractions collectées séparément (sauf section 15 01 correspondant aux emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément))	pile et accumulateurs visés aux rubriques 16 06 01, 16 06 02 ou 16 06 03 et piles et accumulateurs non triés contenant ces piles
2001 34	fractions collectées séparément (sauf section 15 01 correspondant aux emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément))	
2001 35 *	fractions collectées séparément (sauf section 15	

	séparément (sauf section 15 01 correspondant aux emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément)	
--	--	--

Constats :

Sur la plateforme Trackdéchets, plateforme numérique, permettant la traçabilité dématérialisée des déchets dangereux, l'Inspection a pu observer le registre du site AESC de Lambres-lez-Douai. Au cours de l'année 2025, le site SUEZ à Louches a réceptionné des rebuts de fabrication de batteries lithium-ion ayant pour code déchets 16 03 03*, déchet non autorisé à être réceptionné par le site. Cela est démontré par les bordereaux suivants :

- BSD n° « BSD-20250401-CJ27JEX1P » du 01/04/2025 pour une prise en charge du 01/04/2025 de 2,68/9,58 t (**quantité incohérente entre les cases 10 et 13**) du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant qu'installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue,
- BSD n° « BSD-20250331-Y0S4AZRFP » du 01/04/2025 pour une prise en charge du 01/04/2025 de 0,612/9,34 t (**quantité incohérente entre les cases 10 et 13**) du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant qu'installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue,
- BSD n° « BSD-20250401-WS0XCH09G » du 02/04/2025 pour une prise en charge du 02/04/2025 de 6,968/23,84 t (**quantité incohérente entre les cases 10 et 13**) du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant qu'installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue,
- BSD n° « BSD-20250402-1DCGT9A64 » du 02/04/2025 pour une prise en charge du 02/04/2025 de 2,68 t du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant qu'installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue,
- BSD n° « BSD-20250430-S9MVZCXTB » du 02/04/2025 pour une prise en charge du 02/05/2025 de 14,9 t du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant qu'installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue,
- BSD n° « BSD-20250509-VH9RWPCAX » du 09/05/2025 pour une prise en charge du 09/05/2025 de 7,084/9,92 t (**quantité incohérente entre les cases 10 et 13**) du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant qu'installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue,
- BSD n° « BSD-20250617-XNM1VTFGQ » (AESC FR 1 18062025) du 18/06/2025 pour une prise en charge du 20/06/2025 de 10,665 t estimés du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné

charge du 20/06/2025 de 10,665 t estimés du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier »,

- BSD n° « BSD-20250617-X2V4ZBCM3 » (AESC FR 2 18062025) du 18/06/2025 pour une prise en charge du 20/06/2025 de 9,283 t estimés du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier »,

- BSD n° « BSD-20250617-ZJWGRD7MN » (AESC FR 3 19062025) du 18/06/2025 pour une prise en charge du 20/06/2025 de 1,702 t estimés du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier »,

- BSD n° « BSD-20250618-XJT9H9EWZ » (Truck 4(FULL) (ADR)_Packing list 4) du 19/06/2025 pour une prise en charge du 20/06/2025 de 9,993 t estimés du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier »,

- BSD n° « BSD-20250618-ADTEXHK68 » (Truck 5 (NO ADR)_Packing list 5) du 19/06/2025 pour une prise en charge du 20/06/2025 de 14,998 t du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier »,

- BSD n° « BSD-20250618-S9B8KB585 » (Truck 6 (NO ADR)_Packing list 6) du 19/06/2025 pour une prise en charge du 20/06/2025 de 23,95 t du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier »,

- BSD n° « BSD-20250708-YV875R7QG » du 08/07/2025 pour une prise en charge du 08/07/2025 de 10 t estimés du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier »,

Non-conformité : L'exploitant a, à plusieurs reprises, réceptionné des rebuts de fabrication de batteries lithium-ion (code déchet 16 03 03*), déchet non autorisé à être réceptionné par le site.

Lors de la visite, un état des stocks a été demandé à l'exploitant. Aucune batterie ne figurait à ce recensement.

L'inspection a visité la zone prévisionnelle de stockage des futurs rebuts de fabrication de batteries lithium-ion, que l'exploitant envisage de réceptionner sur le site. Ce projet a fait l'objet d'une présentation à l'inspection des installations classées le 9 janvier 2025. Il s'agit de la zone actuelle destinée à l'activité de compostage. Dans cette zone, l'inspection n'a pas observé de caisse de rebuts de fabrication de batteries lithium-ion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mise en demeure (suite n°1) : L'exploitant mettra en place les actions nécessaires pour ne plus accepter de déchets non autorisés sur son site et notamment des déchets de batteries lithium-ion sous 8 jours. Cette demande fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Demande de justificatif (suite n°2) : Il est demandé à l'exploitant de transmettre, dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport d'inspection, un rapport décrivant les circonstances qui ont permis la réception de ces déchets non autorisés malgré les dispositions de vérification mises en œuvre par l'exploitant lors de la réception des déchets. L'exploitant explicitera également les incohérences sur les BSD mentionnés ci-avant sous un délai maximum

d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 8 jours

N° 2 : BSD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, BSD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté du 21/12/21 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement</u></p> <p>A. Informations transmises par l'émetteur du bordereau, lors de l'émission du bordereau :</p> <p>i) Concernant l'émetteur du bordereau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nature : producteur du déchet, ou collecteur de petites quantités de déchets relevant d'un même code du déchet au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement, ou personne ayant transformé ou réalisé un traitement dont la provenance des déchets reste identifiable, ou éco-organisme, ou importateurs et distributeurs ayant mis en place un système individuel de collecte ou autre détenteur ; - Numéro SIRET ; - Raison Sociale ; - Adresse ; - Téléphone ; - Courriel ; - Nom de la personne ou de l'entité à contacter. <p>ii) Concernant la nature, le conditionnement et la quantité des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Code du déchet au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - Dénomination usuelle du déchet ; - S'il s'agit, ou non, de déchets dangereux ; - S'il s'agit, ou non, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du même code ; - Consistance du déchet : solide, ou pâteux, ou liquide, ou gazeux ; - Si le déchet relève de l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres, les informations prévues par cette réglementation qui ne sont pas déjà mentionnées par le présent arrêté ; - Type de conditionnement : Benne, ou citerne, ou grand récipient pour vrac, ou fût, ou autre à préciser ; - Nombre de colis par type de conditionnement et nombre total de colis, - Quantité réelle ou estimée exprimée en tonne. <p>iii) Concernant l'origine des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nom du lieu où sont collectés les déchets si différent de celui de l'émetteur ; - Adresse du lieu où sont collectés les déchets si différente de celle de l'émetteur. <p>iv) Concernant l'installation de destination (entreposage provisoire, reconditionnement ou autre traitement) prévue</p> <ul style="list-style-type: none"> - S'il s'agit d'une installation d'entreposage provisoire ou de reconditionnement ;

- Numéro SIRET ;
- Raison sociale ;
- Adresse ;
- Téléphone ;
- Courriel ;
- Nom de la personne à contacter ;
- Le cas échéant, numéro de certificat d'acceptation préalable des déchets ;
- Code de l'opération d'élimination ou valorisation prévue selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets susvisée.

B. Informations transmises par chaque collecteur-transporteur du déchet. L'exactitude des informations déclarées par le collecteur-transporteur assurant la prise en charge des déchets au départ de l'installation expédiant les déchets est confirmée, lors de la prise en charge des déchets, par l'exploitant de l'installation d'expédition au moyen d'une signature électronique :

i) Concernant le collecteur-transporteur :

- Numéro SIRET ;
- Raison sociale ;
- Adresse ;
- Téléphone ;
- Courriel ;
- Nom de la personne à contacter ;
- Numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-51 du même code ;
- Département de la déclaration mentionnée à l'article R. 541-50 du même code ;
- Limite de validité du récépissé ;
- Le cas échéant, si le collecteur-transporteur est exempté de déclaration au titre de l'article R. 541-50 du même code.

ii) Concernant les modalités de transport du déchet :

- Numéro(s) d'immatriculation du moyen de transport ;
- Mode de transport ;
- Date de prise en charge ;
- Si un autre transporteur prend en charge le déchet à la suite du transport en cours (transport multimodal).

C. Informations transmises par l'installation de destination (entreposage, reconditionnement, ou autre traitement) lors de la réception du déchet :

i) Concernant l'installation de destination :

- S'il s'agit d'une installation d'entreposage, ou de reconditionnement, ou d'un autre type de traitement de déchet ;
- Numéro SIRET ;
- Raison sociale ;
- Adresse ;
- Téléphone ;
- Courriel ;
- Nom de la personne à contacter.

ii) Concernant la réception du déchet :

- Quantité réelle de déchet présentée ; pour les installations d'entreposage ou de reconditionnement, la quantité peut être estimée ;
- Date de présentation du déchet ;
- Date d'acceptation ou de refus du déchet ;
- Si le lot de déchet a été accepté, partiellement accepté ou refusé ;
- En cas de refus total ou partiel, motif de refus et quantité de déchet refusée.

[...]

Constats :

Les BSD suivants ont été renseignés de manière erronée car le site SUEZ RV de LOURCHES a été renseigné en tant que « point de collecte/chantier » et non en tant que « installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue » :

- BSD n° « BSD-20250617-XNM1VTFGQ » (AESC FR 1 18062025) du 18/06/2025 pour une prise en charge du 20/06/2025 de 10,665 t estimés du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier »,
- BSD n° « BSD-20250617-X2V4ZBCM3 » (AESC FR 2 18062025) du 18/06/2025 pour une prise en charge du 20/06/2025 de 9,283 t estimés du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier »,
- BSD n° « BSD-20250617-ZJWGRD7MN » (AESC FR 3 19062025) du 18/06/2025 pour une prise en charge du 20/06/2025 de 1,702 t estimés du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier »,
- BSD n° « BSD-20250618-XJT9H9EWZ » (Truck 4(FULL) (ADR)_Packing list 4) du 19/06/2025 pour une prise en charge du 20/06/2025 de 9,993 t estimés du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier »,
- BSD n° « BSD-20250618-ADTEXHK68 » (Truck 5 (NO ADR)_Packing list 5) du 19/06/2025 pour une prise en charge du 20/06/2025 de 14,998 t du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier »,
- BSD n° « BSD-20250618-S9B8KB585 » (Truck 6 (NO ADR)_Packing list 6) du 19/06/2025 pour une prise en charge du 20/06/2025 de 23,95 t du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier »,
- BSD n° « BSD-20250708-YV875R7QG » du 08/07/2025 pour une prise en charge du 08/07/2025 de 10 t estimés du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier ».

Les BSD correspondants à ces transports auraient dû identifier SUEZ RV NORD EST en tant que « installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue ».

Ce remplissage relève de l'émetteur du BSD à savoir AESC FRANCE SAS à LAMBRES-LEZ-DOUAI.

L'inspection souligne que cette pratique nuit fortement à la traçabilité des déchets et s'interroge sur les motivations de ce remplissage erroné.

Du fait que SUEZ RV NORD EST soit renseigné en tant que « point de collecte/chantier », ses obligations concernant les informations devant être transmises par l'installation de destination (entreposage, reconditionnement, ou autre traitement) lors de la réception du déchet ne sont pas remplies. Il relève de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer du respect de la réglementation relative à la traçabilité des déchets transitant sur son installation.

Non-conformité : L'exploitant n'a pas renseigné les informations concernant le BSD sur les

Informations transmises par l'installation de destination (entreposage, reconditionnement, ou autre traitement) lors de la réception du déchet, celui-ci étant rempli de manière erronée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande d'action corrective (suite n°3) : L'exploitant fera modifier ces BSD, en lien avec le producteur de déchets et en se rapprochant du support technique de Trackdéchets si nécessaire, sous un délai maximal de 3 mois. Il s'organisera de manière à s'assurer que les BSD des déchets transitant par son installation soient systématiquement renseignés de manière conforme à la réglementation. Demande de justificatifs (suite n°4) : L'exploitant transmettra, sous un délai maximal de 3 mois, à l'Inspection tous les BSD des déchets ayant transité par le site où l'exploitant a été renseigné en tant que « point de collecte/chantier » sur les années 2025 et 2026. Il indiquera les mesures prises pour se mettre en conformité avec la réglementation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Registre entrée des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Registre entrée des déchets
Prescription contrôlée : ARTICLE 7 : Registres entrée/sortie Chaque réception de déchet fait l'objet d'un enregistrement (éventuellement informatisé) précisant : la date ; l'heure ; le nom du producteur ; la nature et la quantité du déchet ; l'identité du transporteur ; le numéro d'immatriculation du véhicule ; les observations s'il y a lieu. [...]
Constats : Lors de la visite, l'Inspection a demandé à l'exploitant de réaliser une extraction de son registre arrivée sur le code déchets 16 03 03* en 2025 et 2026. L'objectif était de regarder la concordance des BSD examinés avec le registre d'entrée des déchets du site. Le site utilise le logiciel CLEAR.

L'extraction du registre entrée fournie à l'Inspection indique :

- une réception le 01/04/2025 de 9,34 t correspondant au BSD-20250331-Y0S4AZRFP du 1/04/2025,
- une réception le 02/04/2025 de 23,84 t correspondant au BSD-20250401-WS0XCH09G du 2/04/2025,
- une réception le 02/04/2025 de 2,68 t correspondant au BSD-20250402-1DCGT9A64 du 02/04/2025,
- une réception le 02/04/2025 de 9,58 t correspondant au BSD-20250401-CJ27JEX1P du 1/04/2025,
- une réception le 02/05/2025 de 14,9 t correspondant au BSD-20250430-S9MVZCXTB du 02/04/2025,
- une réception le 09/05/2025 de 9,92 t correspondant au BSD-20250509-VH9RWPCAX du 09/05/2025.

Le registre d'entrée de déchets ayant pour code 16 03 03* n'est pas exhaustif par rapport aux BSD énoncés au point de contrôle n° 1.

En effet, les entrées correspondant aux BSD suivants ne figurent pas au registre entrée du site :

- BSD n° « BSD-20250617-XNM1VTFGQ » (AESC FR 1 18062025) du 18/06/2025 pour une prise en charge du 20/06/2025 de 10,665 t estimés du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier »,
- BSD n° « BSD-20250617-X2V4ZBCM3 » (AESC FR 2 18062025) du 18/06/2025 pour une prise en charge du 20/06/2025 de 9,283 t estimés du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier »,
- BSD n° « BSD-20250617-ZJWGRD7MN » (AESC FR 3 19062025) du 18/06/2025 pour une prise en charge du 20/06/2025 de 1,702 t estimés du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier »,
- BSD n° « BSD-20250618-XJT9H9EWZ » (Truck 4(FULL) (ADR)_Packing list 4) du 19/06/2025 pour une prise en charge du 20/06/2025 de 9,993 t estimés du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier »,
- BSD n° « BSD-20250618-ADTEXHK68 » (Truck 5 (NO ADR)_Packing list 5) du 19/06/2025 pour une prise en charge du 20/06/2025 de 14,998 t du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier »,
- BSD n° « BSD-20250618-S9B8KB585 » (Truck 6 (NO ADR)_Packing list 6) du 19/06/2025 pour une prise en charge du 20/06/2025 de 23,95 t du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier »,
- BSD n° « BSD-20250708-YV875R7QG » du 08/07/2025 pour une prise en charge du 08/07/2025 de 10 t estimés du déchet 16 03 03*, SUEZ RV LOURCHES est renseigné en tant que « point de collecte/chantier ».

Non-conformité : Le registre de l'exploitant ne mentionne pas certains déchets relevant du code 16 03 03* pourtant réceptionnés sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mise en demeure (suite n°5) :L'exploitant mettra en place les actions nécessaires pour que tous les déchets réceptionnés sur site figurent au registre entrée sous un délai maximal de 8 jours. Cette demande fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 jours

N° 4 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 9.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de provoquer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitements des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres).
<p>Constats :</p> <p><u>Non-conformité : Lors de la visite, l'Inspection a pu observer des cubitainers contenant des liquides non identifiés et un cubitainer de FIRESLAM, additif d'extinction incendie, stockés sans rétention dans la zone organique.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective (suite n°6) : L'exploitant mettra les contenants mentionnés ci-avant sur rétention sans délai. L'exploitant mettra en place l'organisation requise pour que tout stockage d'un liquide susceptible de provoquer une pollution des eaux ou des sols soit associé à une capacité de rétention d'un volume conforme aux dispositions réglementaires applicables.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 5 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les éléments légers qui se seront dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés.</p>

[...]

Constats :

Non-conformité : Lors de la visite, l'Inspection a pu constater, pour les parties visitées, que des éléments légers étaient dispersés dans le site et hors du site à proximité du canal de l'Escaut.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective (suite n°7) : L'exploitant procédera sous un délai maximal de 8 jours à un ramassage de l'ensemble des déchets envolés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 jours